

RÉSISTANCES

De la résistance à la Révolution

Décembre 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet

N°12

2012, La Grande Illusion !

SOMMAIRE

Page 1 : La Grande Illusion !

Page 2 : Un automne chaud

Page 3 : Poste Anglet, Pôle Emploi

Page 4 : Les brigands du FMI

Page 5 : Aurore Martin, tests ADN

Page 6 : Livre Khadra, LGV

Le "mundillo" de la politique s'attelle aux élections présidentielles et législatives de 2012. A droite, sur fond de scandales (affaire Bettancourt, rétro-commissions) le gouvernement Fillon 2 se prépare à mener la même politique réactionnaire au profit du MEDEF et des classes bourgeoises les plus réactionnaires. Resserré autour des ex-RPR après l'expulsion des centristes, il se met en ordre de bataille pour les élections. Mais pas seulement. Outre le traditionnel refrain sur la sécurité, sa feuille de route comprend aussi la question de la dépendance des personnes âgées, un énorme marché de plusieurs milliards d'euros par an vers lequel lorgnent sans vergogne, depuis des années, les compagnies d'assurance, les cliniques privées et les réseaux tout aussi privés de maisons de retraite. A gauche les crocs-en-jambe entre futurs candidats à la primaire sont d'un intérêt limité. Par contre, en matière de sécurité, Martine Aubry a annoncé la couleur : si le P.S. revient aux affaires il y aura plus de policiers dans les banlieues et plus de gendarmes sur les routes. Mais pour plus d'infirmières dans les hôpitaux et

plus d'enseignants dans les écoles on attendra ! En outre un des prétendants socialistes aux dents longues, Manuel Valls, a expliqué qu'il faudrait plus de justice fiscale notamment en augmentant la TVA (qui touche tout le monde, en particulier les couches populaires) et en étendant l'impôt sur le revenu à l'ensemble de la population. Quant à la contre réforme des retraites, pas question pour le P.S. de l'abroger ; la loi Woerth-Fillon-Sarkozy ne serait modifiée qu'à la marge. La gauche, si elle revient aux affaires, s'apprête, tout comme la droite, à faire payer la crise aux plus pauvres. Donc rien à attendre de tous ces gens-là. Aujourd'hui, demain ou en 2012, si nous voulons que ça change vraiment nous devons à nouveau nous mobiliser dans les entreprises, les usines, les quartiers populaires et la rue mais encore plus puissamment que nous l'avons fait ces derniers mois et en prenant nous-mêmes nos affaires en main. "Le pouvoir est dans la rue, pas dans les urnes !".

<http://comite-anglet-npa.blogspot.com>
contact: capnpa@orange.fr /06 11 52 01 75



UN AUTOMNE CHAUD

Nul ne prévoyait en juin que l'appel de l'Intersyndicale à la journée de grève et de manifestation du 7 septembre serait aussi massivement suivi. De fait, c'est un mouvement social intense qui démarre début septembre. L'Intersyndicale, dont la tactique des journées d'action espacées avait pour but d'éviter d'appeler à la grève générale, a dû surfer sur les grandes manifestations, pousser la bataille plus loin qu'elle ne le souhaitait au départ. Il faut dire que le gouvernement, refusant la négociation qu'elle lui demandait de façon permanente, ne lui laissait guère d'autre choix que de poursuivre la mobilisation. L'Intersyndicale l'a fait à sa façon, c'est à dire en gardant le contrôle de la situation sur la base de mots d'ordre à minima : pas d'exigence du retrait du projet de loi, pas d'appel à la grève générale. Le mouvement de cet automne est au fond très politique, prenant ses racines dans le refus de payer leur crise, le refus des milliards d'euros versés aux banques, à des



Au Pays Basque, l'AG interpro, impulsée par Oldartu dès le 7 septembre (vu que l'Intersyndicale ne l'organisait pas), rejointe par le collectif Retraites à partir du 12 octobre, a permis de regrouper les plus radicaux autour d'un slogan clair : « La grève et la lutte... jusqu'au retrait ». Elle a joué un rôle notable dans le mouvement (voir le blog "<http://greveen-paysbasque.net/>"). Indépendante de l'Intersyndicale qui a systématiquement refusé tout travail en commun (comme d'ailleurs dans la plupart des villes), elle a fonctionné de façon souveraine, décidant elle-même de ses actions, tracts... au consensus ou en votant. Des liens se sont tissés entre militant-e-s de différents horizons, en particulier abertzale ou pas, syndiqué-e-s de plusieurs syndicats ou non syndiqués... L'AG interpro leur a permis d'apprendre à se connaître, de débattre et d'agir ensemble ; une expérience inédite et utile pour les prochaines mobilisations !

Mais en dehors des journées d'action, la mobilisation et la grève ont été faibles dans les entreprises, à l'exception de secteurs comme la SNCF, les Raffineries, certains grands ports et les éboueurs de quelques villes... Ce fut la faiblesse du mouvement que de n'avoir pu passer par dessus les barrières dressées par l'Intersyndicale, en clair de n'avoir pas réussi à généraliser la grève. Certes, la classe ouvrière n'a pu obtenir le retrait de la loi retraites, certes elle n'a pu changer fondamentalement le rapport de forces avec le Medef et le gouvernement. Mais elle a cependant relevé la tête. Elle a montré à nouveau, malgré la politique des directions syndicales et des partis de gauche, qu'elle est une force capable de faire peur à la classe des nantis et aux politiciens à leur service. C'est là une victoire et un acquis précieux pour les luttes à venir. ✱



grands groupes comme ceux de l'automobile, le refus des cadeaux aux richissimes Bettencourt et autres. Il est exceptionnel : par sa durée, par l'importance des manifestations, par le fait qu'au delà des grandes journées décidées par l'Intersyndicale, de nombreux regroupements radicaux ont émergé, rassemblant salarié-e-s du public et du privé, sans emploi, précaires, jeunes, retraités, à l'opposé de tout corporatisme. Des AG interpro, le plus souvent en marge des intersyndicales locales, ont organisé de multiples actions d'occupation et de blocage, ont cherché à étendre et généraliser la grève par la jonction inter-entreprises, avec les lycéens, les étudiants.



Poste d'Anglet

Un conflit dur sur les conditions de travail

Les lamentables conditions de travail à la Poste d'Anglet avaient déjà entraîné une grève dure de trois employées au début de l'année 2008 ; elles avaient campé en plein hiver devant leur lieu de travail et finalement obtenu l'embauche d'une collègue en CDI.

Les facteurs ont également mené des luttes face à des tournées de plus en plus longues.

Malgré ces résistances, la situation des employé-e-s de la Poste centrale d'Anglet empire, la répression syndicale s'intensifie.

L'acharnement des diri-

geants a amené une employée à faire une tentative de suicide. Dans le même bureau, elles sont trois à souffrir de dépression. La direction d'Anglet applique de façon particulièrement zélée la logique de privatisation de la Poste, se refusant de plus à tenir compte de l'augmentation de la population angloise et exerçant une pression continue sur les salarié-e-s. A nouveau, les agents des centres de distribution (facteurs ou travaillant en cabine) sont entrés en grève illimitée le lundi 22 novembre ; certains d'entre eux dorment sous des tentes, devant la Poste ;

deux postières ont entamé une grève de la faim. Ils exigent la création de postes. Les soutiens sont nombreux, un important rassemblement a eu lieu devant la Poste. Les grévistes ont arrêté leur mouvement le samedi 27 novembre. Ils ont obtenu des renforts (intérimaires et CDD) pour une durée de trois mois au terme desquels il y aura une remise à plat de la situation et de nouvelles discussions. Les heures sup-

plémentaires vont être rétribuées, ce à quoi se refusait la direction, un comble ! Un résultat certes mitigé, mais les grévistes se sont fait respecter.

Ils ont forcé une direction de choc, qui bloquait totalement la situation et dont l'inadmissible comportement a été mis sur la place publique, à entrer en discussion et, même s'il n'y a pas eu d'embauche en CDI, à lâcher sur certains points✱.



Pôle Emploi : Plus il y a d'inscrits, plus on licencie !

Le projet de loi de Finances 2011, qui a été récemment discuté à l'Assemblée nationale, prévoit dans son volet "Travail et Emploi" la suppression de 1 800 postes au Pôle Emploi. En fait ce chiffre est biaisé dans la mesure où il n'inclut pas les 2 000 emplois aidés (équivalents à 1 657 postes à temps plein selon la direction) qui seront également supprimés à la fin de l'année. En tout donc ce sont près de 3 700 emplois sur 50 000 qui vont disparaître, soit environ 7,5 % des effectifs... au moment même où le chômage, malgré les cocoricos de Lagarde et Sarkozy, stagne à 10 % de la

population active et où 4,25 millions de personnes sont accueillies dans les agences de Pôle Emploi. Comme on pouvait le lire sur la pancarte d'une manifestante lors de la grève du 9 novembre dernier (suivie par 50 % des salarié(e)s) : "1 800 agents x 250 demandeurs d'emploi = 450 000 demandeurs sans conseiller". Conséquence de ces suppressions de poste qui touchent ici l'ensemble des agences de la Côte basque (Biarritz, Bayonne, Boucau etc.) : en théorie chaque conseiller va devoir s'occuper d'un plus grand nombre de demandeurs d'emplois. Mais en pratique, comme on sait que dans cer-

taines agences la moyenne tourne déjà autour de 150 à 200 personnes par conseiller, c'est mission impossible. Donc celles et ceux qui vont se présenter à Pôle Emploi seront de moins en moins bien accueilli(e)s, l'accompagnement "individualisé" n'existera que sur le papier et, comme par le passé, chaque salarié de Pôle Emploi se verra demander, pour faire face à l'afflux du public, de rayer à tour de

bras les bénéficiaires des différentes allocations en invoquant n'importe quel prétexte (retard à un rendez-vous, non réponse au téléphone, refus d'emploi - du genre quart de temps situé à 50 km du domicile), voire de bidouiller des entretiens individuels qui n'auront jamais eu lieu. Bref à Pôle Emploi ni les chômeurs/ses, ni les conseiller(e)s ne sont prêt(e)s de voir le bout du tunnel... ✱





Le Fonds Monétaire International Gourdin financier de l'ordre capitaliste

La crise récente, présentée par certains comme de la seule responsabilité de systèmes financiers sans foi ni loi alors qu'elle est en fait l'énième acte d'auto-cannibalisme d'un organisme malade, à savoir le capitalisme, a amené le Fonds Monétaire International (FMI) à accroître ses capacités de prêt pour les Etats les plus fragiles. Ce fut le cas de la Grèce il y a quelques mois, plus récemment l'Irlande, avec les conséquences que l'on sait : faire payer la crise aux plus démunis (diminution des salaires, des pensions de retraite et des indemnités chômage, suppressions de postes dans la Fonction publique, assouplissement de la législation pour faciliter les licenciements, hausses de la TVA, des impôts...) en renflouant ceux qui nous ont conduit à cette situation, à savoir les acteurs des milieux financiers (banques, fonds d'investissements, fonds de retraites, compagnies d'assurances etc.) non seulement grecs ou irlandais mais aussi nord-améri-

cains, allemands, français, britanniques et autres...

Que ce soit à l'échelle de l'Europe ou de celle du Tiers Monde, Afrique en tête, les décisions prises par le FMI n'ont pour seuls objectifs que de sauver les intérêts des privilégiés au détriment de celui des peuples.

Exemple l'Afrique du Sud qui, en 2009 voyant sa monnaie se déprécier de 37% par rapport au dollar et demandant l'aide du FMI, s'était vu « conseiller » de diminuer l'impôt sur les sociétés. Un exemple parmi d'autres qui montre le rôle pernicieux du FMI dont le directeur actuel n'est autre que Dominique Strauss-Kahn, le très probable candidat du PS pour 2012. Difficile encore une fois de chercher un paradoxe dans le fait qu'un outil du capitalisme aussi puissant que le FMI soit dirigé par un « socialiste » décrié par ailleurs au sein même de son parti pour ses dérives droitières. La nomination de DSK a été possible grâce au parrainage d'un cer-

tain Nicolas Sarkozy qui déclarait à l'époque : *"Lui et moi avons la même vision du fonctionnement du FMI. Et je devrais priver la France de sa candidature parce qu'il est socialiste ?"* Loin d'être anecdotique cette petite phrase a le mérite de clarifier, s'il en était besoin encore, et l'absence de divergences entre une droite réactionnaire et ultra-libérale représentée dans l'hexagone par Sarkozy et cette « gauche » depuis si longtemps acquise à la loi du marché incarnée par DSK, mais aussi par la grande majorité des ténors de la rue de Solférino.

S'il est, comme le prédisent les sondages et avec toutes les réserves nécessaires en matière d'enquêtes d'opinion, élu en 2012, il y a fort à parier que DSK propose pour la France une politique identique à celle du FMI. Ses récentes déclarations sur le sujet en faveur de la contre-réforme des retraites du trio Sarkozy-Fillon-Woerth sont, à cet égard, exemplaires. ★

Le FMI : mode d'emploi

Le Fonds Monétaire International (FMI pour les intimes) a été créé en 1945 dans le but avoué de mettre en place un système économique stable et éviter que ne se reproduise une grande dépression telle celle des années 1930. On apprécie dès à présent au vu de la fameuse crise de 2008 et de ses conséquences actuelles... Gouverné en théorie par ses 187 états membres (mais en fait par les pays les plus riches avec à leur tête les Etats-Unis) il bénéficie d'une couverture quasi-planétaire, avec l'objectif avoué de veiller à la stabilité monétaire internationale en vue de l'accroissement des niveaux de vie et de « la réduction de la pauvreté » (sic !). Mais en fait ses recettes favorites pour "stabiliser" l'éco-

nomie des pays en difficulté sont toujours les mêmes : baisser les salaires et les prestations sociales, licencier les salariés de la fonction publique, privatiser à tour de bras, augmenter les impôts sur la consommation et rendre l'investissement "attractif" en réduisant au maximum l'imposition sur le capital.

Les moyens dont il dispose (750 milliards de dollars de réserve) donnent au FMI un poids considérable lui permettant de jouer le rôle d'un super-gendarme économique mondial. Exerçant ainsi une surveillance des économies en prodiguant conseils et recommandations mais aussi assistances techniques et formations, il est sans nul

doute le digne porte parole de la doctrine ultra-libérale dont le capitalisme mondial a aujourd'hui besoin pour continuer à diriger le monde. ★



Contre le mandat d'arrêt européen

Mobilisons-nous pour Aurore Martin!

Le Pays Basque a le triste privilège d'être un laboratoire pour l'application du mandat d'arrêt européen (MAE). Il a déjà été appliqué à des militants originaires du Pays Basque Sud (Espagne). Pour la première fois, la cour d'appel de Pau a osé élargir son application en validant le MAE délivré par un juge espagnol à l'encontre d'Aurore Martin, de nationalité française, membre de Batasuna, qui réside au Pays Basque Nord (France). La Cour de cassation, saisie, devrait se prononcer avant la fin de l'année. Aurore Martin est poursuivie pour avoir participé à une réunion, un meeting et une conférence de presse de l'autre côté des Pyrénées où Batasuna est une organisation interdite, alors qu'elle est autorisée en France. Aurore Martin risque 12 ans de prison pour des faits qui entrent dans le



domaine des libertés élémentaires: droits de réunion, d'expression, d'opinion. Il s'agit là d'un très grave précédent. Aujourd'hui tout militant basque est en danger, demain tout militant politique, syndical, associatif sera menacé partout en Europe par l'extension du MAE.

Aurore Martin est condamnée pour son engagement politique. Et c'est une décision très

politique qu'a pris la cour d'appel de Pau, une décision qui intervient dans un contexte précis: la répression des Etats espagnol et français s'accroît et c'est une véritable provocation alors que la gauche abertzale s'exprime et agit en faveur d'une résolution politique, démocratique et pacifique

du conflit au Pays Basque. Au fond, ce que refusent les Etats espagnol et français, c'est le droit à l'autodétermination du peuple basque. Et ce qu'ils répriment, ce sont les expressions politiques actives en faveur de ce droit. Deux importantes manifestations ont eu lieu à Bayonne. Il faut poursuivre la mobilisation qui doit être large, unitaire, massive. Se taire, c'est laisser faire, et lourd de conséquences possibles: la frontière entre le sécuritaire et le totalitaire est perméable, surtout en période de crise, l'Histoire nous l'a montré. ✪



FICHAGE ADN

SOUTIEN AUX REFUS DE PRELEVEMENT

Jean-Michel Aïçaguer, militant d'ELB, a comparu devant la cour d'Appel de Pau le 23 novembre; la décision sera rendue le 3 février. Il y a plus d'un an, il avait été condamné en première instance par le tribunal de Bayonne à 500 euros d'amende pour refus de prélèvement ADN suite à une garde à vue, dans le cadre d'une mobilisation de son syndicat. Le collectif "Oldartu-Lutter Ensemble", qui mène la campagne de soutien à Jean-Michel, a organisé un après-midi d'information-débat à l'IUT de

Bayonne le samedi 20 novembre. Dominique Noguères, vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme, et Anne-Marie Mendiboure, avocate de Jean-Michel et bâtonnière du tribunal de Bayonne, sont intervenues sur le thème « le fichage, atteinte aux libertés ».

Le fichage systématisé par l'ADN a été dénoncé en particulier comme mettant un citoyen lambda au même niveau qu'un grand criminel, comme pouvant faciliter une répression généralisée dans un système totali-

taire, comme une atteinte à l'intimité de l'individu.

Aux côtés de Jean-Michel, ont ensuite pris la parole Alain Mosconi du Syndicat des Travailleurs Corses et Charlie Lindo de l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe, également poursuivis pour refus de prélèvement; l'accent a été alors mis sur l'utilisation du fichage pour criminaliser l'action syndicale et servir d'outil d'intimidation pour celles et ceux qui entendent résister face à une société d'injustices. En

conclusion, le soutien à toutes celles et tous ceux qui refusent le prélèvement a été réaffirmé, de même que la nécessité de campagnes d'information.

Ce n'est que si les refus se multiplient que cette loi obligeant au prélèvement, qui concerne presque tous les délits (même les plus minimes comme des collages d'affiches, la dégradation d'abri bus etc. mais... pas les délits financiers !), pourra être abrogée. Dans l'immédiat, une seule exigence: la relaxe pour Jean-Michel Aïçaguer !



« Ce que le jour doit à la nuit », de Yasmina Khadra, édition Julliard



Yasmina Khadra est un écrivain francophone né en Algérie. Il nous raconte une histoire qui se passe dans l'Algérie des années 1930. L'enfance du héros, Younes, le confronte à la dureté de la vie : avec sa famille il tente de survivre à la misère dans un quartier sordide d'Oran. Confié à son oncle pharmacien, son existence va changer, il va alors côtoyer les « Européens » de la ville et aller à l'école. Sa nouvelle famille finit par s'installer à Rio Salado, (aujourd'hui El Maleh), village colonial où Younes, devenu Jonas, construit de solides amitiés avec les jeunes pieds-noirs du village. Face au racisme quotidien, aux mauvais traitements que subissent les serveurs arabes des colons, Younes

l'arabe et Jonas l'ami des colons se neutralisent. Younes-Jonas ne se montre pas indifférent à la souffrance de son peuple, mais la blessure est anesthésiée et le jeune homme semble extérieur à ce qui se passe. Cette posture évoque l'étranger de Camus. La guerre s'installe entre le peuple algérien d'un côté et les colons et l'armée française de l'autre. Younes-Jonas subit les événements, avec une certaine indifférence, tout occupé à tenter de conquérir la belle Emilie. Toutefois cet homme, partagé entre 2 identités, finira par choisir son camp, celui de son peuple, et servira le FLN. Ce livre, écrit avec talent, est facile à lire. On ressent l'humanisme de Khadra dans son empathie pour chaque personnage.

MOBILISATION CONTRE LA LGV SAMEDI 11 DECEMBRE A BAYONNE

La crise frappe, y compris la LGV, et l'Europe ralentit ses investissements. Aussi la part des collectivités augmente pour atteindre en moyenne 5 000 euros par foyer fiscal à la fin de l'emprunt. Nombre de spécialistes du rail prédisent « la fin du modèle TGV » ; d'une part vu l'augmentation

des péages (45 % en 2012) ; d'autre part, sur le plan technique, les trains pendulaires commencent à s'imposer (ils roulent à près de 250 km/h sans nécessiter une nouvelle voie coûteuse comme les LGV). C'est pourtant dans ce contexte que les Etats français et espagnols persistent dans leur volonté d'imposer

la LGV... l'une des dernières ?! Et un scandale financier supplémentaire ! Prenons le cas de la ligne Tours-Bordeaux. Vinci, le groupe retenu, ne finance que moins de 30% du coût du projet, estimé à 7,8 milliards d'euros ; le reste, à charge du financement public, viendra donc de la poche du contribuable ; par

contre, Vinci exploitera les lignes pendant 50 ans, empochant 250 millions par an. Juteux ! Voilà ce qu'offre le service public à un grand groupe privé. Soyons nombreux à protester !

**Toutes et tous
à la salle Lauga
à Bayonne,
le 11 décembre à 15 h !**

